Élections fédérales

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1404

PDF erstellt am: **03.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Les socialistes aux leviers de commande du pouvoir

Dans le* TagesAnzeiger *du 11 octobre, le correspondant parlementaire Walter Niederberger dresse un bilan flatteur de l'action des socialistes durant la législature qui s'achève. En voici la traduction intégrale.

Le Parti socialiste est définitivement devenu un parti gouvernemental. C'est lui qui tire les ficelles dans la plupart des gros débats. Il y quinze ans, les socialistes voulaient sortir du Conseil fédéral. Aujourd'hui, le parti se bat en première ligne pour modérer les ardeurs dérégulatrices et pour souligner le rôle de médiation qui revient à l'Etat. C'est le parti qui lutte avec le plus de fermeté contre l'opposition de droite. C'est ainsi qu'il est devenu le principal mur porteur de la maison gouvernementale.

Les alliances et les succès

Finances de la Confédération. Le PS était l'allié le plus fidèle de Kaspar Villiger et de son plan d'assainissement. Le PS s'est toujours rangé d'un seul bloc derrière Villiger lorsqu'il s'est agi d'éviter des nouveaux rabais fiscaux. Il a servi d'intermédiaire pour rendre acceptable le plan d'assainissement qui doit amener l'équilibre en 2001. C'est aussi à l'engagement des milieux de défense des locataires, électeurs traditionnels du Parti socialiste, que l'on doit le rejet de l'initiative «propriété du logement pour tous», dont l'acceptation aurait provoqué un manque à gagner très important.

AVS. L'augmentation d'un pour-cent de la TVA au début de cette année est à laisser au mérite du PS. Il y a cinq ans, ce parti avait monnayé son appui à la TVA contre l'introduction de la possibilité d'élever ultérieurement le taux d'un point pour amener 1,7 milliard de recettes supplémentaires dans l'escarcelle de l'AVS.

Transports. La nouvelle politique des transports représente assurément la plus grande œuvre réalisée par les socialistes au cours des quatre dernières années. C'est sous l'impulsion décisive des membres socialistes qu'un groupe de travail parlementaire a jeté les bases de la taxe poids lourd à la prestation et du financement des nouvelles transversales ferroviaires. Or il n'y a pas si longtemps, cette dernière question paraissait presque insoluble.

Europe. Les accords bilatéraux n'auraient eu aucune chance devant le peuple sans les mesures d'accompagnement contre l'avalanche de camions et le dumping social. Ici aussi, c'est l'œuvre des socialistes, des syndicats et des associations environnementales, qui se sont en l'occurrence alliés avec le «centre raisonnable» du Parlement pour imposer ces garanties.

Taxe sur l'énergie. C'est une coalition d'intérêts très divers qui a rendu possible la nouvelle taxe d'incitation en faveur de l'énergie hydraulique, des technologies solaires et de l'amélioration du rendement énergétique. Grâce à son vote compact, le PS a permis de constituer des majorités qui n'étaient absolument pas garanties d'avance.

Emploi. Sous la pression de la gauche, le Conseil fédéral a mis sur pied un programme de relance de 561 millions. L'évaluation montre qu'il a sauvé 24 000 places de travail.

PME. Les interventions des PDC et des socialistes ont finalement permis la mise sur pied d'une Loi sur la promotion du capital-risque.

Formation professionnelle. Le PS a demandé et obtenu les deux arrêtés sur les places d'apprentissages (60 millions en 1997 et 100 millions en 1999).

Post/Swisscom. Le maintien du service public pour la poste et les télécommunications sur l'ensemble du territoire a été acquis grâce à l'engagement des socialistes.

Quelques manquements et des échecs

L'assurance maternité. L'assurance maternité était le fruit du travail conjoint des femmes socialistes et du PDC. L'échec en votation populaire a surpris par sa clarté.

Lacunes fiscales. Pour l'instant, le PS n'a pas réussi à engranger de succès significatifs dans son combat contre les lacunes fiscales. La tentative d'introduire rapidement une taxation des gains en capitaux a échoué au sein même du Département des finances. C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste a lancé une initiative populaire. La tentative du PS consistant à limiter les déductions possibles dans le cadre du second et du troisième pilier a également échoué face à la résistance du lobby des assureurs.

TVA. Dans la loi sur la TVA qu'il a adoptée, le Parlement a introduit des clauses d'exception nettement plus généreuses que ne l'espérait le PS. La perte avoisine les 200 millions.

Assurance maladie. L'adoption de la nouvelle LAMal n'a pas encore apporté le succès escompté. Les primes continuent d'augmenter et les coûts des médecins, des hôpitaux et des médicaments ne sont pas encore stabilisés. Au moyen de leur initiative, les socialistes essaient d'obtenir des changements.

(traduction, *rn*)

COURRIER

Syna y était aussi

Dans l'éditorial consacré à la manifestation des salariés, *DP* 1401, «18000 selon la police», nous avons fait mention du SIB et de Comedia comme syndicat organisateurs, mais avons omis de parler de SYNA. Nous publions leur lettre. *réd.*

Je me permets de vous faire part de ma déception au sujet de l'éditorial paru à la une de votre édition du 1er octobre 1999 concernant la manifestation syndicale du samedi 25 septembre à Berne.

L'auteur de l'article en cause n'avait vraisemblablement pas participé à cette manifestation pour avoir ignoré la présence des milliers de salariés affichant des drapeaux, banderoles et autres casquettes à l'effigie du syndicat interprofessionnel SYNA.

En effet, cette manifestation a été organisée conjointement par les syndicats SIB et SYNA-syndicat interprofessionnel. Je vous rappelle que SYNA, regroupant 80 000 membres, est la troisième force syndicale de Suisse.

Tibor Menyhart,
secrétaire central romand de Syna